

L'agriculture française en 2035

Le futur le plus vraisemblable en 2035

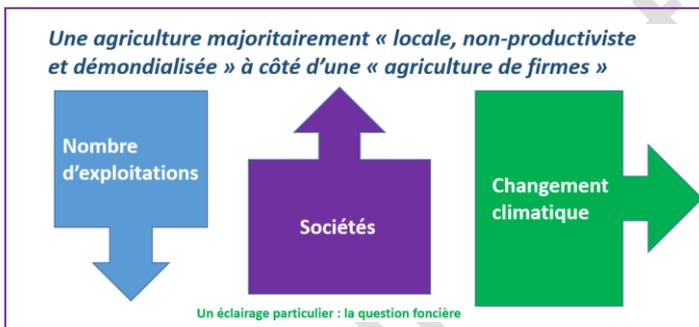
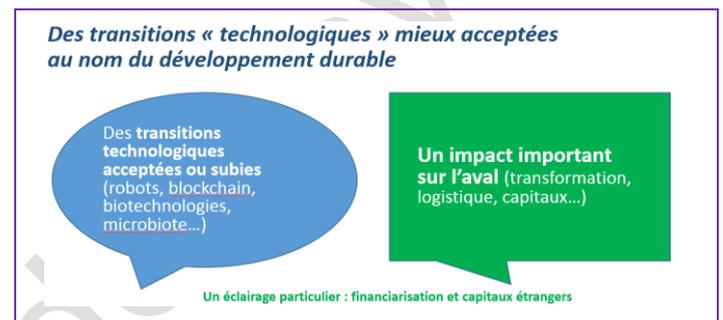
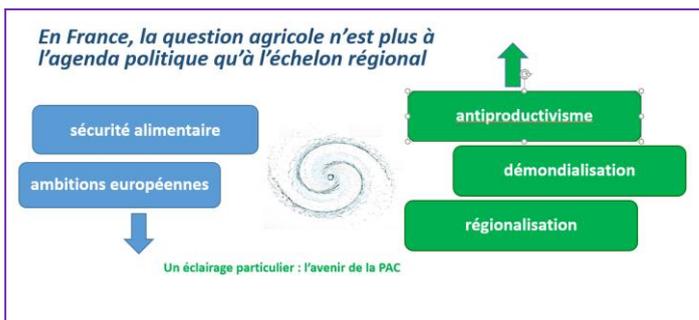
Ce futur le plus vraisemblable est celui d'une agriculture très diversifiée, faisant une large place aux « agricultures locales non productivistes démondialisées » aux côtés d'« agricultures de firme », une agriculture engagée, au nom du développement durable, dans des transitions technologiques majeures - elles-mêmes mieux acceptées - et, enfin, une agriculture avec une très forte prise en compte des questions environnementales et de bien-être animal.

À côté de ces tendances lourdes, différentes orientations possibles ont été retenues tout particulièrement pour ce qui concerne la place que pourra avoir l'agriculture dans l'agenda politique que ce soit au niveau global, régional ou national.



Au-delà,

- La question du **coût de l'alimentation** demeure un enjeu social et économique de première importance.
- Les **revenus des agriculteurs** demeurent globalement faibles et incertains, liés à une concurrence internationale exacerbée (céréales, viandes et lait) et à de nouvelles concurrences entre régions ou producteurs.
- Les **incidences environnementales de l'activité agricole** sont mieux maîtrisées et progrès significatifs sont mesurables dans de nombreux domaines (érosion des sols, nitrates dans l'eau, émissions de GES, biodiversité...).



La prise en compte du contexte de l'évolution vers 2035 et 2050 de l'agriculture française



Les éléments de contexte sous cinq axes :

- Les **facteurs démographiques** à l'échelon national, régional et international qui constituent un élément déterminant de la demande alimentaire mondiale,
- Les **facteurs économiques et sociaux** propres à l'agriculture et à l'alimentation ainsi que, surtout, les déterminants externes que sont les évolutions économiques et géopolitiques dans leur ensemble,
 - Les **facteurs technologiques** qui modifient les conditions de production et de commercialisation,
- Les **facteurs liés à l'évolution du commerce international** des produits agricoles et alimentaires qui sont traités ici de façon plus approfondie ; les travaux exploités donnent une bonne vision prospective des marchés ; leur lien avec le devenir de l'agriculture a conduit à faire de celle-ci l'objet des scénarios proposés par le CGAAER,
- Les **incidences du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité** en tenant compte des travaux les plus récents.

Les agricultures et forêts françaises à l'horizon 2050

Les 4 scénarios agricoles et forestiers

Scénario « Sobriété savante »

Le scénario « **Sobriété savante** » est porté par une forte intégration des progrès techniques et technologiques, la prise en compte des questions environnementales et la montée en puissance de l'éthique dans les rapports au vivant.

Il dessine une « ferme France » plus resserrée, concernant des exploitations plus petites mais plus nombreuses, ancrées dans des territoires où se pensent et s'organisent les activités agricoles.

C'est le tassement puis la baisse de la demande alimentaire liée aux progrès scientifiques concernant notamment le microbiote qui structure cette évolution.



C'est au fond à l'émergence d'une activité agricole française plus sobre, scientifiquement raisonnée et technologiquement équipée mais s'appuyant sur une revalorisation de l'image de l'agriculture dans la société, à laquelle on a assisté au cours de la période écoulée.

Cela s'est fait graduellement en réponse beaucoup plus à une demande sociétale qu'à des injonctions politiques.

En 2050, la question de la disponibilité des terres agricoles est beaucoup moins prégnante que celle de l'allocation des nombreuses terres disponibles, les polémiques qui avaient dans les années 2020 accompagnées la promotion des biocarburants se sont éteintes et, surtout, le consentement à payer pour une alimentation revisitée est largement partagé.

Dans le domaine forestier, la priorité accordée au stockage du carbone *in situ* et, dans une moindre mesure aux matériaux a conduit d'une part, à une augmentation des surfaces forestières et, d'autre part, à une gestion plus active de certaines d'entre elles - à l'image de la forêt landaise - via notamment la prise en compte résolue des avancées scientifiques concernant le phytobiome et la productivité des variétés.

Scénario « Capitalisme environnemental »

Dispositifs en blocs agroécologiques

Arbres-pois d'Angoles-Konoko-Bracharia



Parallèlement aux dérèglements climatiques et à la dégradation de la biodiversité dont les manifestations s'intensifient, une éthique des rapports de l'homme à l'environnement, aux autres et au monde se fait jour.

Les multiples tentatives de régulation pour préserver le « bien commun » débouchent sur une nouvelle gouvernance, dans laquelle l'économie est structurée par l'intégration systématique des coûts environnementaux et sociaux dans les échanges et les choix d'investissement.

La (r)évolution agricole climatique peut alors devenir réalité dans le monde et donc en France.

L'émergence du scénario « **Capitalisme environnemental** » est favorisée par la recrudescence des crises environnementales, le sens du bien commun et la montée en puissance des « *Emerging seven (countries)* » - le E7 - en lieu et place du G7, qui portent la nouvelle gouvernance internationale régulatrice des marchés.

Il anticipe une France qui, du fait de son positionnement géographique, saura faire jouer ses avantages comparatifs pour optimiser au niveau territorial une valorisation combinée des espaces par l'agriculture, la forêt et la production de biocarburants.

C'est l'appropriation par les marchés et le secteur financier de l'empreinte sociale et environnementale qui structure ce scénario.

Un facteur majeur est en France la présence d'un surplus de terres par rapport aux surfaces nécessitées par la production à l'horizon 2050.

C'est l'occasion de développer des politiques volontaristes de reforestation, intégrant la lutte contre le changement climatique.

Scénario « Nouveau productiviste »



À partir de 2036, les pénuries alimentaires se multiplient dans le monde, avec des émeutes de la faim dans de nombreux pays.

Elles mettent plus fondamentalement en cause des gouvernements instables laissant la place à des « régimes forts ».

La question de la sécurité alimentaire mondiale revient brusquement à l'agenda international à partir de 2040.

Elle s'inscrit dans un contexte de conflits et de tensions en raison principalement de la dérégulation des marchés mondiaux et du délitement des organisations internationales depuis le début du siècle.

Le scénario « **Nouveau productiviste** » est inspiré par la multiplication des crises politiques et économiques, un scepticisme grandissant sur la capacité de l'agriculture territorialisée à répondre à une crise alimentaire majeure et par un fort attrait pour les nouvelles technologies.

Il imagine une agriculture soucieuse de mettre à disposition des consommateurs des produits à moindre coût.

Dans cette perspective, il est favorable au développement de « firmes » agricoles ouvertes aux capitaux étrangers et, bien entendu, s'inscrit dans les échanges internationaux.

C'est autour de la production et de la productivité que s'organise ce scénario.

Ce choix d'agriculture encourage un modèle d'exploitations à forte intensité capitaliste pour financer l'accès aux nouvelles technologies et s'accompagne de facilités de recours aux marchés financiers pour financer ce développement, tant au niveau de la production que des IAA.

C'est la fin des politiques traditionnelles en faveur de l'installation des jeunes (pour partager entre moins d'agriculteurs un revenu national agricole qui augmente peu) ou de la politique de régulation du foncier agricole afin d'éviter qu'elle ne réduise l'attractivité des investissements dans le foncier et l'agriculture plus globalement.

La filière forêt-bois développe une attitude proactive selon un scénario « intensification avec plan de reboisement ».

Scénario « Citoyens des territoires »



Vers 2040-2045, les mouvements de populations au départ et à l'entrée de France sont limités et très contraints.

À l'intérieur de l'hexagone, la mobilité de la population a diminué d'intensité.

La campagne est devenue un refuge et les personnes venues de la ville s'intègrent avec des apports d'idées et de compétences différentes, source d'enrichissement et de confrontations.

Les territoires ruraux sont plus ou moins bien préparés à cette nouvelle situation qui, si elle renforce dans nombre de cas les orientations prises au cours des années précédentes, nécessite des adaptations ou transformations liées au changement climatique, à la gestion de la ressource en eau ainsi qu'au développement de productions à des fins non alimentaires.

Le scénario « **Citoyens des territoires** » se construit dans un environnement global incertain où crises écologique, sanitaire et tensions se côtoient incitant les « citoyens consommateurs » à être les premiers artisans de leur destin et à développer des productions très respectueuses de l'environnement avec relocalisation de l'alimentation.

Il en résulte des agricultures très différenciées, à la fois selon les territoires mais aussi au sein de chacun d'eux, où le foisonnement d'initiatives s'accompagne d'une régulation la plus souvent locale des activités et des échanges à travers, notamment, les consultations citoyennes et le recours au contrat.

C'est le citoyen qui façonne ce scénario.

La forêt est spécialement en expansion dans les zones peu peuplées. Des essences diversifiées et adaptées au changement climatique sont utilisées pour le renouvellement des peuplements.

Une sylviculture écologiquement intensive et « climato efficace » se généralise.

La prise en compte des scénarios forestiers à l'horizon 2050

La méthode retenue a consisté à appairer chacun des scénarios agricoles avec un scénario forestier cohérent avec la dynamique décrite.

Les scénarios forestiers sont empruntés à une étude réalisée par l'Inra et l'IGN pour le ministère de l'agriculture en 2017, intitulée « Quel rôle pour la forêt et la filière bois françaises dans l'atténuation du changement climatique. Une étude des freins et leviers forestiers à l'horizon 2050 ».

Les différents scénarios sont :

- « Extensification et allègement des prélèvements »,
- « Dynamiques territoriales »,
- « Intensification avec plan de reboisement »



Ce qui unit et distingue les scénarios sur leurs effets

Ce qui les unit

- La baisse de la SAU,
- La protection des ressources naturelles,
- L'augmentation des surfaces forestières,
- La capacité à rémunérer les actifs,
- Le bien-être des agriculteurs.

Ce qui les distingue

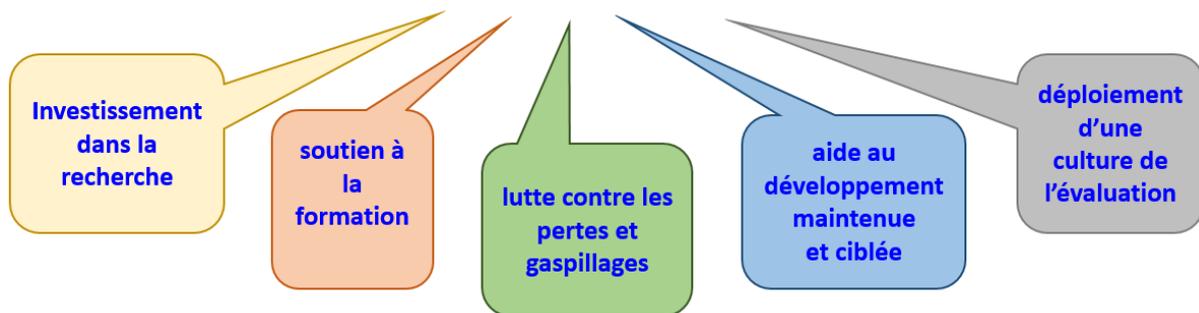
- Le nombre d'exploitations et d'emplois,
- Le niveau des capitaux extérieurs,
- Les revenus,
- Le coût de l'alimentation,
- La dépendance aux cours mondiaux

Quels éléments de politique agricole, alimentaire et forestière pour préparer ou accompagner le changement ?

Dans le domaine agricole et forestier, l'action publique conservera une capacité à orienter certains choix tout en confortant dans tous les cas certains domaines d'actions.

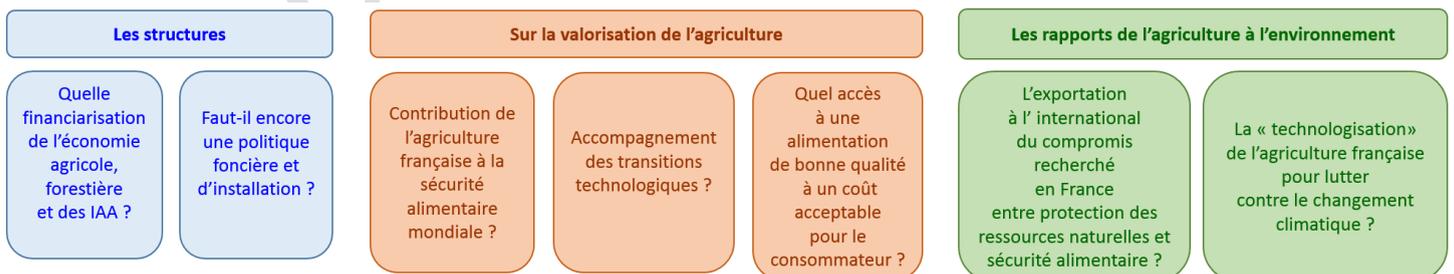
5 orientations communes « sans regret »

Ces orientations de politique agricole et forestière communes aux quatre scénarios et « sans regrets » peuvent être déclinées de manières différenciées selon les scénarios.



7 questions en débat

Au-delà des orientations intéressantes les quatre scénarios, les spécificités des scénarios en appellent à des orientations différenciées tant dans le domaine agricole que forestier et alimentaire. Ces orientations relèvent de différents champs dans lesquels se pose la question de l'action à conduire. Au moins sept questions ou sujets de débats ont ainsi été identifiés.



La question de la « réversibilité »

Au-delà des orientations politiques communes aux quatre scénarios et des questions à mettre en débat, un point important est celui de la plus ou moins grande réversibilité des choix à faire ou autrement dit, de la flexibilité des scénarios proposés.

De ce point de vue, les scénarios Sobriété savante ou Renouveau productiviste apparaissent plus « flexibles », plus « réversibles » que Capitalisme environnemental et Citoyens des territoires.